

Résolution sur la répression politique et la situation humanitaire à Cuba

2026/2735(RSP) - 18/06/2026 - Texte adopté du Parlement, lecture unique

Le Parlement européen a adopté par 283 voix pour, 199 contre et 85 abstentions, une résolution sur la répression politique et la situation humanitaire à Cuba.

Le texte adopté en séance plénière a été déposé par les groupes PPE, ECR et Renew.

Plus de cinq décennies de choix politiques et économiques du régime communiste cubain ont plongé le pays dans une crise profonde, marquée par des coupures d'électricité pouvant durer jusqu'à 22 heures par jour, de graves pénuries de nourriture, d'eau, de carburant et de médicaments, et une pauvreté généralisée, sous un régime de parti unique constitutionnellement enraciné qui dure depuis plus de 67 ans et dans lequel il est la seule force politique autorisée.

Le Parlement a condamné avec la plus grande fermeté la **répression systématique exercée par le régime cubain** - notamment la torture, les violences sexuelles, les menaces de mort, la malnutrition forcée, la surveillance de masse, le travail forcé et les persécutions judiciaires infligés aux prisonniers politiques, aux manifestants, aux dissidents, aux étudiants, aux chefs religieux et aux défenseurs des droits humains - ainsi que l'emprisonnement d'enfants. Il a exprimé sa pleine solidarité avec le peuple cubain et avec toutes les personnes persécutées pour avoir défendu leurs droits fondamentaux, y compris les dirigeants de l'opposition démocratique historique et émergente, et des mouvements civiques indépendants.

La résolution exige:

- la **libération immédiate et inconditionnelle de tous les prisonniers politiques** et de toutes les personnes détenues arbitrairement pour avoir exercé leurs droits fondamentaux;
- l'accès immédiat à des procès équitables et libres, aux soins médicaux pour les personnes gravement malades et une réparation intégrale pour les victimes de torture.

Le régime cubain est appelé à:

- proposer des **réformes économiques durables** et significatives qui garantissent la sécurité juridique et soutiennent les acteurs économiques indépendants, les initiatives privées, les investissements et les libertés, comme moyens essentiels d'éviter l'effondrement;
- **protéger les droits de l'homme** et garantir le droit à la réunion pacifique et à la liberté d'expression sans discrimination fondée sur les opinions politiques.

Le Parlement a critiqué le soutien matériel apporté par le régime cubain à la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine, notamment le recrutement de ressortissants cubains pour combattre l'Ukraine, ainsi que le renforcement de sa coopération militaire avec Moscou. Il a également condamné son alignement avec le régime de Loukachenko au Bélarus.

Le Parlement a demandé:

- des **mesures ciblées en vertu de la loi Magnitsky de l'UE** contre les responsables de la répression, à commencer par les plus hauts responsables du régime, notamment Miguel Díaz-Canel et la haute chaîne

de commandement de l'appareil de sécurité, judiciaire et pénitentiaire, et contre la direction de GAESA - le conglomérat militaire qui contrôle près de la moitié de l'économie de l'île;

- l'abolition par le régime des mécanismes précriminels utilisés pour réduire au silence et emprisonner arbitrairement des citoyens, ainsi que la libération de toutes les personnes condamnées en vertu de ces mécanismes sans qu'aucun crime n'ait été commis;

- une enquête internationale indépendante sur les conditions de détention, le régime de malnutrition forcée et les décès en détention;

- le développement de **canaux humanitaires** acheminant énergie, nourriture et médicaments directement au peuple cubain et aux entreprises indépendantes, en contournant l'État.

Enfin, le Parlement est prêt, de concert avec la communauté internationale, à apporter à Cuba une aide substantielle par des voies indépendantes du gouvernement, tandis que le pays s'engage dans une transition démocratique crédible.